Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MARS 1921.

Proposition de loi tendant à assurer aux instituteurs mobilisés et à ceux qui ont dû se réfugier en terre d'asile le paiement de leurs traitements pour les années de guerre.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Un grand nombre d'instituteurs appelés sous les drapeaux ou volontaires de guerre n'ont pas encore obtenu le paiement de leur traitement pour les années écoulées depuis août 1914 jusqu'à la démobilisation, alors qu'ils ont obéi à un devoir sacré en coopérant à la défense de la patrie.

Or, une circulaire ministérielle du 25 février 1919 porte que « les agents » étant restés titulaires de leur emploi, ont droit à l'intégralité de leur revenu » d'activité, y compris les autres avantages garantis par la loi, pendant toute la » durée des hostilités, déduction faite des sommes qui leur auraient été avancées » par le Gouvernement du Havre ou payées à leur famille, soit par les com- » munes, soit par les Comités de secours. »

Malgré cette circulaire, certaines communes et directions d'écoles adoptables font la sourde oreille devant les réclamations légitimes des intéressés et certaines autorités provinciales refusent d'intervenir.

M. Peten ayant posé, le 8 décembre dernier, une question à M. le Ministre des Sciences et des Arts, relativement au retard apporté au paiement des arriérés de traitement du 1^{er} août 1914 au 1^{er} avril 1919, aux parents de l'instituteur-brancardier Belien, Prosper, de Stockroye, *mort pour la patrie*, reçut la réponse ci-après :

« M. le Gouverneur du Limbourg a été invité à prendre des mesures en vue de » la liquidation des arriérés de traitement restant dus au sieur Belien, de son » vivant instituteur à Stockroye.

» Malgré deux rappels qui lui ont été adressés, Monsieur le Gouverneur n'a » pas encore fait connaître la suite qu'il a donnée à cette invitation. Il sera veillé à » ce qu'une prompt solution intervienne. »

H

M. le Ministre, en répondant à une autre question, posée par moi-même au mois de mars 1920, avait pourtant affirmé que le Gouvernement est suffisamment armé pour faire liquider les arriérés en question.

« Les instituteurs qui ont été mobilisés — déclara M. le Ministre — et ceux qui ont été contraints d'abandonner leur emploi à la suite d'un cas de force majeure nettement établi, ont droit à leurs arriérés de traitement et l'autorité supérieure dispose de moyens légaux pour obliger les communes à s'exécuter.

» Les nombreuses réclamations, qui m'ont été adressées à ce sujet, ont, en général, reçu une solution favorable.

» S'il est à la connaissance de l'honorable M. Buyl que des instituteurs de cette catégorie n'ont pas encore obtenu satisfaction, il voudra bien me les signaler. »

Nous le répétons, malgré ces promesses, un très grand nombre d'instituteurs mobilisés n'obtiennent pas le paiement des arriérés de traitement qui leur sont dus et il en est de même pour un grand nombre d'instituteurs qui ont été obligés de fuir à l'étranger en raison de faits de la guerre. Les réclamations qu'ils introduisent restent sans effet alors que la circulaire du 10 mai 1919 stipule que les prescriptions de la circulaire du 25 février 1919 doivent être appliquées aux agents qui ont été empêchés de remplir leurs fonctions pour tout cas de force majeure provenant de faits de guerre, tels qu'évacuations et dévastations de communes, bombardements, etc., ou condamnations et déportations pour prétendus délits politiques.

Une nouvelle circulaire du 14 avril 1920 rappelle celles du 25 février et du 10 mai 1919 et signale que « beaucoup d'instituteurs n'ont pas encore reçu le paiement des arriérés qui leur sont dus pour la période pendant laquelle ils ont été obligés d'abandonner leur emploi à la suite des événements de guerre ».

Elle ajoute : « Si, malgré le bien-fondé des raisons invoquées par l'intéressé, la commune s'obstinaît dans son refus d'ordonnancer la dépense, la députation permanente devrait être saisie de la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de recourir, dans l'espèce, à l'application de l'article 147 de la loi communale. Au cas où ce Collège déciderait dans un sens négatif, il serait loisible à l'instituteur de soumettre ses revendications aux tribunaux. »

Cette dernière phrase prouve que le Gouvernement est insuffisamment armé par la loi pour contraindre les communes et les directions d'écoles à remplir leurs obligations envers ceux qui ont vaillamment défendu la patrie, envers ceux qui ont été obligés de fuir devant les baïonnettes des hordes teutonnes ou qui, pour l'une ou l'autre cause, très excusable, ont abandonné leurs fonctions.

Il faut donc remédier, sans retard, à une situation si regrettable et si injuste.

Les dispositions que nous proposons sont d'autant plus équitables que, sans leur application, non seulement les intéressés ne recevraient pas les arriérés de traitement qui leur sont dus, mais la période d'absence forcée du pays n'entrerait en ligne de compte ni pour les augmentations légales de traitement, ni pour le calcul de la pension.

Voici, en résumé, la portée de notre proposition :

1° Faire payer directement par l'État les arriérés de traitement des instituteurs mobilisés et des instituteurs qui ont été obligés d'abandonner leur emploi pour cause de force majeure, à la suite des événements de guerre ;

2° Permettre au Trésor public de prélever une grande partie des charges financières résultant de cette disposition, par la récupération des subsides dus aux communes et aux directions des écoles adoptables, en vertu du § 1^{er} de l'article 23, littéra f, et de l'article 33 de la loi du 19 mai 1914 ;

3° Mettre à charge des communes et des directions des écoles adoptables, le paiement des indemnités dues aux intérimaires qui ont remplacé des instituteurs mobilisés ou des instituteurs qui ont dû abandonner leur emploi pour cause de force majeure. Les économies réalisées par les communes et les directions des écoles adoptables, par l'application des deux premières dispositions, leur permettront d'assumer les charges résultant du remplacement des instituteurs absents.

L'esprit d'équité et les sentiments de reconnaissance dont sont animés tous les membres de la Chambre nous permettent de croire que ces propositions seront accueillies favorablement.

Il n'est pas admissible que des instituteurs qui ont passé quatre années et demie dans les tranchées, doivent, de l'avis du Ministre, s'adresser aux tribunaux pour obtenir le paiement de leurs arriérés de traitement.

Il n'est pas tolérable que les parents d'un instituteur réclament en vain à l'autorité provinciale la liquidation d'une dette qui a été contractée à l'égard de leur fils, mort pour la Patrie !

A. BUYL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MAART 1921.

Wetsvoorstel, waarbij aan de gemobiliseerde onderwijzers en aan die, welke een toevlucht moesten zoeken in den vreemde, de betaling van hunne wedden voor de oorlogsjaren wordt verzekerd.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Aan een groot getal onderwijzers, die onder de wapens werden geroepen of als vrijwilligers vertrokken, werd tot nog toe hunne jaarwedde niet uitbetaald voor de sedert Augustus 1914 tot op den dag der demobilisatie verlopen jaren, dan wanneer zij gedreven werden door den heiligen plicht het vaderland te helpen verdedigen.

Nu, een ministerieele omzendbrief van 25 Februari 1919 zegt « dat de » beambten, die in dienst zijn gebleven, recht hebben op hunne geheele bezoldiging in werkelijken dienst, er in begrepen de andere voordeelen door de wet » toegekend, voor den ganschen duur van den oorlog, na aftrek van de sommen » die hun zouden voorgeschoten zijn door de Regeering van Le Havre of uitbetaald aan hun gezin, hetzij door de gemeenten, hetzij door de hulpcomiteiten ».

Ondanks dit rondschrijven hebben sommige gemeenten en besturen van aanneembare scholen niet het oor geleend aan de gewettigde klachten van de belanghebbenden, en sommige provinciale besturen weigeren hunne bemiddeling.

De heer Peten stelde op 8 December ll. eene vraag aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten omtrent het laattijdig uitbetalen van den achterstand der wedden van 1 Augustus 1914 tot 1 April 1919, aan de ouders van den onderwijzer-brancardier Belien, Prosper, van Stockroye, *gesneuveld voor het Vaderland*. Hij kreeg het volgende antwoord :

« De Gouverneur van Limburg werd verzocht maatregelen te treffen tot » uitbetaling der achterstallige wedden, die verschuldigd blijven aan den heer » Belien, in leven onderwijzer, te Stockroye.

- » Ofschoon hij reeds tweemaal aan de zaak herinnerd werd, deed de Gouverneur ons nog niet kennen welk gevolg hij aan dit verzoek gegeven heeft.
 » Er zal voor gezorgd worden, dat er spoedig aan de zaak een eind worde gemaakt. »

De heer Minister had mij nochtans verzekerd, in antwoord op eene andere vraag door mij zelf gesteld in de maand Maart 1920, dat de Regeering wel bij machte was om den achterstand, waarvan sprake, te doen betalen.

« De onderwijzers die gemobiliseerd werden, verklaarde de heer Minister, en zij die gedwongen werden hunne bediening te verlaten ten gevolge van klaar bewezen overmacht, hebben recht op hunne achterstallige wedde, en de hoogere overheid beschikt over de wettelijke middelen om de gemeenten tot betaling te verplichten.

» De talrijke klachten, die mij desaangaande toekwamen, hebben over het algemeen eene gunstige oplossing bekomen.

» De heer Buyl gelieve mij te verwittigen, zoo hij nog onderwijzers van deze reeks kent, die geene voldoening bekwamen. »

Wij herhalen dat, ondanks deze beloften, een zeer groot getal gemobiliseerde onderwijzers niet de uitbetaling kunnen bekomen van den achterstand van jaarwedde waarop zij recht hebben, en dit is ook het geval met een aanzienlijk getal onderwijzers, die verplicht waren naar den vreemde uit te wijken wegens de oorlogsgebeurtenissen. De klachten, die zij doen hooren, blijven zonder gevolg, terwijl de omzendbrief van 10 Mei 1919 bepaalt dat de voorschriften van den omzendbrief van 25 Februari 1919 moeten toegepast worden op de beambten, die verhinderd werden hun ambt uit te oefenen om elk geval van overmacht veroorzaakt door oorlogsgebeurtenissen, als daar zijn het ontruimen en het verwoësten van gemeenten, beschietingen, enz., of veroordeelingen en wegvoeringen voor zoogenaamde politieke misdrijven.

Een nieuwe omzendbrief van 24 April 1920 herinnert aan deze van 25 Februari en van 10 Mei 1919 en wijst er op, dat « vele onderwijzers nog niet hebben kunnen verkrijgen dat hun de achterstand werd uitbetaald, waarop zij recht hebben voor het tijdperk, gedurende hetwelk zij gedwongen waren hun dienst te verlaten ten gevolge van de oorlogsgebeurtenissen ».

De omzendbrief zegt verder : « Mocht de gemeente, ondanks de gegrondheid van de redenen aangehaald door den belanghebbende, volharden in hare weigering de uitbetaling te regelen, dan zou aan de bestendige deputatie de vraag moeten voorgelegd worden of er niet reden bestaat, te dezer zake artikel 147 van de gemeentewet toe te passen. Ingeval dit College in ontkenningen zijn mocht beslissen, zou het den onderwijzer vrij staan, zijne eischen voor de rechtbanken te brengen. »

Deze laatste zin bewijst dat de Regeering door de wet onvoldoende gewapend is om de gemeenten en de schoolbesturen te dwingen, hunne verplichtingen na te komen tegenover hen, die heldhaftig het vaderland hebben verdedigd, tegenover hen, die gedwongen waren te vluchten voor de bajonetten der Duitsche

horden of die, om de eene of andere aanneembare reden, hun post hebben verlaten.

Men moet dus onverwijld dien zoo jammerlijken en onrechtvaardigen toestand verhelpen.

De bepalingen, welke wij voorstellen, zijn des te billijker daar, zonder toepassing er van, de belanghebbenden niet alleen den achterstand niet zouden trekken waarop zij recht hebben : ook het tijdperk van gedwongen afwezigheid uit het land zou noch voor de wettelijke weddeverhoogen, noch voor de berekening van het pensioen in aanmerking komen.

Wat ons voorstel beoogt, is kortom het volgende :

1^o Rechtstreeks door den Staat den weddenachterstand doen betalen aan de gemobiliseerde onderwijzers en aan de onderwijzers die gedwongen waren hun plaats te verlaten wegens overmacht, ten gevolge van de oorlogsgebeurtenissen ;

2^o Aan de Openbare Schatkist toelaten, een groot deel van de financieele lasten, voortspruitend uit deze bepaling, vooraf te nemen door de intrekking van de toelagen verschuldigd aan de gemeenten en aan de besturen der aanneembare scholen, krachtens § 1 van artikel 23, litt. f, en van artikel 33 der wet van 19 Mei 1914 ;

3^o Aan de gemeenten en de besturen der aanneembare scholen de betaling ten laste leggen van de vergoedingen verschuldigd aan de tijdelijke onderwijzers, die gemobiliseerde onderwijzers of onderwijzers, die hun dienst moesten verlaten wegens overmacht, hebben vervangen. Wat door de gemeenten en de besturen der aanneembare scholen werd uitgespaard bij toepassing van de eerste twee bepalingen, zal hen in staat stellen de lasten, voortvloeiende uit het vervangen der afwezige onderwijzers, op zich te nemen.

De geest van rechtvaardigheid en de gevoelens van dankbaarheid, die al de leden der Kamer bezielen, laten ons toe te denken dat aan deze voorstellen een gunstig onthaal zal te beurt vallen.

Het is onaannemelijk dat onderwijzers, die vier jaar en half in de loopgraven hebben doorgebracht, zich tot de rechtbanken moeten wenden, zooals de Minister zegt, om de betaling van den achterstand hunner wedde te bekomen.

Men kan niet dulden dat ouders van een onderwijzer aan de provinciale overheid vruchteloos vragen dat een schuld, aangegaan tegenover hun zoon, die voor 't Vaderland gesneuveld is, worde vereffend !

A. BUYL.